

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



La Cambre : une école d'architecture originale soumise au processus de normalisation The Domestication of an Experimental School of Architecture La Cambre: una escuela de arquitectura original sometida al proceso de normalización

René Borremans

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035039ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035039ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Borremans, R. (1980). La Cambre : une école d'architecture originale soumise au processus de normalisation. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 59–62.
<https://doi.org/10.7202/1035039ar>

Résumé de l'article

L'Institut Supérieur d'Architecture de l'État, La Cambre, était réputé pour les caractéristiques de son enseignement : pluraliste, critique, développant des analyses et des projets originaux, ouvert aux courants architecturaux liés aux luttes urbaines.

Au cours de l'été 1979, des décisions ministérielles entraînèrent le licenciement de la moitié du corps professoral.

Un système d'enseignement était brisé.

Face aux décisions prises, la lutte s'est organisée dans l'institution mais a échoué : les enseignants ne sont pas réintégrés.

Aujourd'hui, la lutte se poursuit sous la forme de la création, par les enseignants exclus, d'une nouvelle école.

L'article retrace brièvement les événements en s'interrogeant sur les raisons qui firent échouer la lutte dans l'institution.

La Cambre : une école d'architecture originale soumise au processus de normalisation

R. Borremans

« 1933, les Nazis ferment le Bauhaus...
1979, la bêtise prend le pouvoir à la Cambre. »
« Architectes, construisez... pensez après. »
« Interdictions professionnelles (Berufsverbot) à la Cambre. »
« Trente enseignants exclus à la Cambre. »

Ces quelques titres parus dans la presse belge aux mois de septembre et octobre 1979 résonnent comme une alarme. Penchons-nous donc d'un peu plus près sur la Cambre¹.

Cadre historique

La Cambre : une abbaye située au coeur de Bruxelles ; un des plus vieux sites de la ville avec ses 800 ans d'âge.

L'implantation inconsidérée d'une immense tour administrative a terni le site et saccage aujourd'hui la beauté et la perspective. Voulue par l'ITT, cette tour symbolise la destruction de Bruxelles et sa reconstruction sur les bases nouvelles de l'internationalisation capitaliste. La Cambre, un vestige ancien dans un monde moderne.

Au coeur des bâtiments de l'abbaye, désertée par les religieux, gîte un institut d'architecture et des arts visuels fondé en 1927. Les noces d'or furent fêtées avec éclat. Pourtant l'orage approche déjà... mais peu sont ceux qui le pressentent. Les étudiants, ou certains d'entre eux, décrochent de nombreux prix lors de concours internationaux, ce qui consacre la

valeur de l'enseignement et du diplômé conféré. Un barrage qui semble suffisant pour faire face aux critiques... car les louanges ne sont pas unanimes.

La crise éclate à la fin de l'été 1979, sous la forme de la désignation d'un nouveau directeur à la solde du ministre de l'éducation nationale, de la suppression de certains cours et de l'exclusion de leurs titulaires. Le ministre « normalise » la Cambre. Mais quelle originalité brise-t-il ?

Les caractéristiques de l'enseignement à la Cambre

Une école pluraliste, endroit de dialogue et de confrontation

Les enseignants appartenaient (hélas, il faut bien parler au passé !) à des tendances diverses de la construction. On y trouvait des adeptes des tours de béton armé, de l'urbanisme des promoteurs et des multinationales à côté de défenseurs de la rénovation au bénéfice des habitants des quartiers populaires et de la préservation de la ville... La gamme des engagements était très large, trop large peut-être. « Pluralisme vivifiant, protéger l'affirmation des oppositions, soutenir la logique des contradictions... Souci constant de multiplier les options, les tendances, les orientations », tel était le projet exprimé par l'ancien directeur, M. Delevoy.

Mais l'enseignement n'est pas un lieu clos et aseptisé, ni un no man's land. Les démarches contradictoires au niveau de l'enseignement trouvent leur répondant au niveau de la structure des intérêts économiques et sociaux. D'autant plus que l'enseignement, à la Cambre, se veut lié à la pratique professionnelle, pratique qui, quand elle est mise au service des grands bureaux d'architecture, en soutien aux comités de quartier ou en relation avec les luttes urbaines, fait apparaître des démarches très contradictoires.

À ce niveau apparaissent différentes conceptions du tissu urbain difficilement conciliables au sein d'une même institution. Certains, proches des luttes urbaines, ont, par la qualité de leur réflexion et de leurs travaux, eu le vent en poupe. Ils constituent aujourd'hui le groupe des exclus. D'autres, souvent plus conservateurs, se sont sentis minorisés et ont cherché ailleurs les moyens de reprendre leur place. D'où l'épreuve de pouvoir.

Une pédagogie originale : le fonctionnement par unités d'enseignement

Pour que le pluralisme soit réel, évitant le piège du discours/débat stérile et la paralysie de l'enseignement comme de l'action, il importe de mettre en place des structures de fonctionnement qui permettent une expression réelle des divergences (sans obligation permanente de donner des gages). Le fonctionnement des unités d'enseignement permet cette coexistence.

Durant l'année académique 1978-1979, treize ateliers fonctionnent. Citons plusieurs ateliers de construction traditionnelle, deux ateliers s'occupant de programmes sociaux et de rénovation urbaine, ainsi que trois ateliers où étaient développés des travaux liés aux luttes urbaines à Bruxelles. Le pluralisme des conceptions architecturales et urbaines était bien respecté.

Les options présentées aux étudiants permettaient d'éviter la schizophrénie et les tiraillements à hue et à dia souvent liés à un pluralisme large. L'offre institutionnelle était pluraliste, chaque enseignant libre de son approche, chaque étudiant libre de ses choix.

Une pédagogie originale par son refus de l'hyper-spécialisation technologique et le développement de la réflexion sociale, critique, non conformiste, ouverte, globale

À la Cambre, pour beaucoup d'enseignants — mais pas pour tous — apprendre à construire ne se limitait pas à apprendre la technologie du béton armé, du matériau préfabriqué et de la résistance des matériaux. Les connaissances technologiques partielles, des tâches professionnelles, apparaissent insuffisantes à la formation d'architectes. Ces derniers sont formés non seulement en tant que techniciens mais aussi comme agents sociaux. La pseudo-neutralité du technicien est démasquée. L'architecte et la conception de l'architecture qu'il véhicule ne sont pas étrangers aux rapports sociaux et, dès lors, une solide formation aux sciences sociales apparaît indispensable... pour construire en connaissance de cause et de conséquences.

À la Cambre, construire signifie, par delà la connaissance technique, comprendre la culture, connaître l'histoire de la ville et de ses habitants, développer une réflexion critique sur la production urbaine, analyser les effets structurants ou destructurant du tissu social engendrés par les initiatives architecturales, refuser une ville conçue selon un schéma hyperfonctionnel déterminé par les besoins de la production, pour le profit individuel, écouter et saisir les souhaits et désirs des populations les plus visées par les opérations de restructuration urbaine, c'est-à-dire les classes populaires, et développer une approche architecturale alternative.

Au niveau de l'enseignement, une telle vision impliquait d'accorder de l'importance au volet des sciences sociales, économiques, politiques, à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire, à la théorie de l'architecture..., et de développer l'approche multidisciplinaire ainsi que d'accorder la priorité au travail de groupe sur le travail individuel, d'accroître la liberté d'option pour les étudiants, de mettre en relation la formation architecturale avec l'ensemble des secteurs des arts visuels, de réfléchir non seulement en fonction des besoins de la promotion immobilière et de la production industrielle, mais aussi en fonction de la production traditionnelle et artisanale liées à l'optique de la rénovation et de la protection du tissu urbain existant.

Le développement des contradictions sociales ou le pluralisme impossible

Les options de travail relevées ci-dessus ne sont pas « en soi » subversives. Elles pouvaient s'intégrer dans une vision moderniste de la société. Mais, à la Cambre, de nombreux enseignants ne se sont pas contentés de parler d'urbanisme alternatif. Impliqués dans la réflexion sociale et architecturale, ils ont traduit celle-ci dans des engagements et des pratiques de luttes concrets. Plusieurs d'entre eux, membres actifs de l'ARAU², Inter-environnement, Archives d'architecture moderne, participèrent à l'élaboration de projets alternatifs qui furent opposés aux projets élaborés par les Pouvoirs publics en matière d'aménagement du territoire.

Dès que les organes de tutelle proposaient un projet urbanistique souvent peu respectueux des habitants et du tissu urbain, l'ARAU se mettait au travail pour lui opposer un contre-projet répondant au souci de rejeter la destruction systématique du tissu urbain que comportaient ces projets grandioses faisant fi de la vie quotidienne.

Deux conceptions de la ville s'affrontèrent à de nombreuses reprises sur le terrain de la pratique. Le sérieux des contre-projets élaborés par l'ARAU trouva écho dans la presse qui répercutait assez largement les données des conflits. Les pouvoirs publics rencontraient une résistance systématique, organisée et offensive. Des chantiers furent arrêtés, provoquant à plusieurs reprises l'ire du ministre des affaires bruxelloises, le socialiste Henri Simonet.

Au conflit fondamental relevé plus haut s'est superposé un conflit politique : tandis que les défenseurs de l'habitat au service de l'habitant sont majoritairement liés à la démocratie chrétienne, les défenseurs de l'internationalisation de Bruxelles — qui plaident avec le plus de ferveur pour l'OTAN, la CEE... — se retrouvent dans les milieux de la social-démocratie.

Dès lors, on ne doit plus s'étonner de ce que, à l'école d'architecture de la Cambre, un ministre de l'éducation « socialiste » ait été tenté, durant l'été 1979, de restaurer « le pluralisme réel » dans cette situation d'enseignement de l'État. Ce pluralisme réel auquel le ministre de l'éducation fait allusion, se réfère non pas à la pluralité des conceptions mais « au nécessaire équilibre » des tendances politiques³.

La normalisation

L'offensive des adversaires de la Cambre a surpris, bien que plusieurs indices aient permis de la prévoir. Notons particulièrement la campagne de diffamation menée par plusieurs organes de presse qui présentaient l'école d'architecture de la Cambre sous un jour « révolutionnaire » : situation incompatible avec le statut d'institution d'État. Une telle image fausse la réalité. Rappelons que trois ateliers sur treize étaient franchement engagés du côté des luttes urbaines...

Les mesures prises en pleine période de vacances furent la nomination d'un directeur ad interim, la suppression d'une partie des postes à pourvoir, la publication au journal officiel (Moniteur belge du 31 août 1979) d'une nouvelle liste des cours et charges à conférer, la nomination de nouveaux enseignants pour les nouvelles charges, etc.

Dès la rentrée, les étudiants et enseignants constatent les faits suivants : la nomination du directeur ad interim n'est pas conforme à la procédure normale ; la suppression des cours et charges s'est effectuée sans consultation, aucune, ni du conseil d'administration, ni du conseil pédagogique, ni des organisations syndicales, et au mépris de la procédure de fonctionnement légale ; les charges supprimées étaient occupées par des enseignants progressistes non nommés ; le programme des cours a subi des modifications qui l'orientent dans un sens plus technique, moins culturel, moins réflexif, ce que les étudiants refusent, etc.

La lutte s'organise mais échoue

Forts de leur constat et de leur bon droit, les étudiants et les enseignants décident de mener la lutte.

Si du côté des professeurs, un des moyens privilégiés de combat fut le syndicat, il reste que cet instrument essentiel a été mal utilisé et même abandonné. Plusieurs raisons internes peuvent expliquer cette situation. Mais il faut aussi constater que l'échec réside dans l'insuffisance d'ouverture des organisations syndicales aux enjeux urbains. Jusqu'à ce jour, ces organisations n'ont pas mené, dans ce domaine, les luttes nécessaires, se cantonnant

étroitement aux conflits du travail et abandonnant ainsi un terrain essentiel du combat relatif aux conditions de vie des travailleurs. Il ne reste à ceux-ci qu'à s'organiser dans le cadre de comités de quartiers, comités dont le manque de moyens financiers, l'insuffisance de structuration font une arme à la fois imparfaite et vulnérable. Il faut bien constater aujourd'hui que la réaction de ces comités face à l'offensive de la Cambre a été nulle.

Faire apparaître le lien entre conflit urbain et conflit du travail n'est pas toujours chose aisée. Une telle démarche ne se réalise pas de manière miraculeuse mais implique un long travail au sein des syndicats avant de voir évoluer leur pratique sur le terrain urbain. Et il n'est pas certain qu'en abandonnant la lutte syndicale pour fonder une nouvelle école les enseignants conscients des enjeux urbains aient choisi la meilleure voie.

Création de la nouvelle Cambre : un espoir ? une utopie ?

Récemment, une cinquantaine d'étudiants et les enseignants exclus ont annoncé la création d'une nouvelle école d'architecture : « École d'architecture pour la reconstruction de la ville ». À cette occasion, les enseignants ont déclaré qu'ils voulaient rester solidaires des étudiants qui avaient lutté pour leur réintégration et s'efforceraient de les préparer à passer avec succès les épreuves du Jury Central organisé par l'État, tout en poursuivant la réflexion et l'action autour d'un projet de société alternatif. L'article III des statuts de l'école est ainsi rédigé :

« *L'école d'architecture pour la reconstruction de la ville* a pour objet de poursuivre l'enseignement et les recherches entreprises par un groupe de professeurs et d'étudiants, groupe mis récemment dans l'impossibilité d'éprouver les options qu'ils s'étaient assignées dans le cadre de l'institution fondée par Henry van de Velde en 1926 ; de créer en conséquence, une institution qui puisse prolonger l'orientation inaugurée et mise en oeuvre à l'Institut Supérieur d'Architecture de la Cambre en vue de développer dans une optique socialiste des recherches et des travaux sur la ville ;

d'apporter une contribution à un projet global de société radicalement différent des visées de la société industrielle avancée ; de mettre en cause le système régnant d'organisation de l'espace bâti et son mode de production ; de recourir à un projet pédagogique original où les travaux de réflexion, d'analyse, de critique et de recherche, stimulés par une connaissance approfondie du passé, s'accompagnent de travaux pratiques et de projets produits en étroite liaison avec les associations d'habitants et les groupes d'usagers concernés. »

On épiloguera longtemps encore sur le choix que les enseignants exclus ont opéré à ce moment. Au sein de la Centrale générale des services publics, secteur Enseignement, syndicat auquel les enseignants exclus étaient affiliés, on regrette qu'ils aient abandonné la lutte alors qu'une formule de compromis en vue de leur réintégration était encore possible. Par ailleurs, ce syndicat, partisan de l'école publique, voit d'un mauvais oeil certains de ses affiliés fonder une école libre, fût-elle alternative.

Pour les exclus, la lutte continue sous une autre forme. Quelles sont ses chances de succès, sans reconnaissance, sans subsides, sans traitement assuré pour les enseignants ? Espoir ou utopie ? Utopie ou réalité ?

René Borremans

NOTES :

¹ L'auteur de cet article n'a pas été mêlé aux événements de la Cambre.

Il s'agit d'un observateur extérieur qui parle de la situation à partir de l'information disponible dans la presse, ou mise à la disposition du public par les acteurs : dossier de presse, journaux d'étudiants et d'enseignants.

² ARAU : Atelier de recherche et d'actions urbaines.

³ La Belgique apparaît probablement, aux côtés des Pays-Bas, comme un des pays où les dosages liés à l'appartenance linguistique, religieuse, régionale, culturelle et politique sont des plus complexes. Chaque institution d'état doit équilibrer la composition de ses instances selon des règles compliquées. Aussi, dans le Conseil d'administration mis en place au printemps 1979, il apparaît que les « socialistes » liés au Parti socialiste sont sous-représentés. Rappelons que l'étiquette socialiste couvre des conceptions qui, trop souvent, n'ont de socialiste que le nom.